



UCIJ

Français(es) et étranger(e)s, ensemble contre la précarité, pour le respect et l'égalité des droits

En 2006, nos organisations et associations ont fondé le Collectif « Uni(e)s contre l'immigration jetable » (UCIJ) pour s'opposer au projet de loi modifiant une nouvelle fois le Code de l'entrée, du séjour et du droit d'asile (CESEDA). Nous condamnons une logique politique qui voulait lier le droit au séjour aux besoins estimés de l'économie, aggravait de plus en plus l'accès aux droits des personnes étrangères et les stigmatisait pour tenter de les opposer au reste de la population.

Aujourd'hui la situation des étrangers s'est encore dégradée. Certes l'action des collectifs de sans-papiers, les mobilisations citoyennes autour du Réseau Education Sans Frontières (RESF), l'engagement de syndicats (notamment de la CGT, Solidaires, FSU, CFTD, UNSA d'octobre 2009 à juin 2010) aux côtés des travailleurs-euses sans papiers en grève, le soutien des associations, ont permis d'empêcher des expulsions et d'arracher des régularisations. Mais les objectifs chiffrés du Ministère de l'Intérieur en matière de reconduites à la frontière restent ceux du gouvernement précédent.

Le droit d'asile est bafoué, les expulsions continuent et trop de sans papiers restent soumis à une terrible précarité, victimes d'un système qui, non content d'encourager leur surexploitation au travail, les pénalise sur le plan du logement

Nous revendiquons la refonte de la loi pour permettre

- l'avancée des droits dans notre pays,
- une égalité effective des droits entre français et étrangers,
- le respect pour toutes les personnes étrangères des droits fondamentaux, dans le travail, l'accès aux soins, l'éducation, le droit de vivre en famille, comme vis-à-vis de la retraite.

Face à la multiplication des titres précaires, cela passe notamment par la délivrance de titres de séjour pérennes et de plein droit, dans la perspective de la généralisation de la carte de résident, conquête de la mobilisation de la Marche pour l'égalité.

Enfin nous voulons que soit tenue la promesse faite en 1981 de donner le droit de vote aux élections locales pour les résidents étrangers.

Nous appelons à renforcer toutes les mobilisations allant dans ce sens et, comme premier acte d'une campagne nationale, nous appelons à faire du 18 décembre 2013, journée internationale des droits des travailleurs et travailleuses migrant(e)s et de leurs familles, une grande journée de lutte et de manifestations.

MANIFESTATION MERCREDI 18 DECEMBRE à 18 h
du M° Belleville à République

A l'appel de : Assemblée Citoyenne des Originaires de Turquie - AILES Femmes du Maroc - ATTAC - Femmes Egalité - Fédération Tunisienne pour une Citoyenneté des deux Rives - La Cimade - LDH - Mouvement du christianisme social - MRAP - Réseau Chrétien Immigrés - RESF / CGT - FSU - Union syndicale de la psychiatrie / Ensemble ! - EELV - LO - PCF - PCOF - Parti de gauche

Pour tout contact : immigration.jetable@rezo.net